Toutefois le ministère Camphausin parvint à apaiser rapidement les esprits et permit au prince de rentrer à Berlin après un exil de quelques mois.

Retour à Berlin

Au moment de son retour, le cabinet était renversé et le roi venait de décider la convocation d'une nouvelle assemblée. Le vieux parti de la Croix envoya y siéger le prince Guillaume, qui n'accepta qu'à moitié cet honneur et ne parut jamais dans cette chambre trop révolutionnaire à son gré. En revanche, Guillaume devint dès lors l'âme des conseils du roi, et inaugura entre le gouvernement et la démocratie cette lutte qui ne devait finir que dix-huit ans plus tard, sur le champ de Bataille de Sadowa. Le 5 Décembre 1848 le roi et Guillaume durent subir la constitution que leur imposa la volonté des mandataires du peuple, Guillaume eut bientôt une occasion de prendre contre la liberté un commencement de revanche.

Intervention de Guillaume dans le Grand duché de Bade

Le gouvernement badois, chassé par l'insurrection victorieuse provoqua l'intervention de la Prusse et le prince Guillaume fut chargé d'aller pacifier le pays à coups de fusil (1849). Il s'en acquitta avec une rigueur impitoyable dont les Badois, dit on, n'ont pas complètement perdu le souvenir.

Guillaume gouverneur des provinces du Rhin

Au mois de Mai de l'année suivante, il fut nommé gouverneur militaire des Provinces du Rhin et alla fixer sa résidence à Coblentz. Bientôt s'offrit à lui l'occasion de réaliser tout d'un coup le rêve de toute sa vie : la création d'une confédération germanique sous l'hégémonie de la Prusse. Le parti patriote Allemand offrait l'empire au roi de Prusse au prix d'une guerre avec l'Autriche. Mais le parti national était alors en même temps le parti de la révolution, le pire ennemi de Guillaume ; il sacrifia son ambition personnelle et celle de sa famille à ces principes inflexibles de gouvernement. Il voulait bien créer l'Allemagne, mais ne pouvait consentir à aucun prix à rien accepter du parti révolutionnaire. Il résolut donc d'attendre une occasion moins compromettante et plutôt que de gouverner le pays par la volonté du pays, il conseilla et fit adopter l'alliance avec l'Autriche contre la révolution.

Il ne tint pas à lui qu'il ne tirât l'épée contre nous à l'époque de la guerre d'Orient (1854). Le roi son frère, resta, cette fois inébranlable et, malgré les sollicitations de Guillaume alors colonel général de l'infanterie prussienne et gouverneur de la forteresse fédérale de Mayence, Frédéric Guillaume refusa tout secours à son beau-frère l'empereur de Russie.

Mais la santé du roi, depuis longtemps chancelante, déclinait de plus en plus. En Octobre 1857, Frédéric Guillaume dut abandonner à son frère le gouvernement effectif de son royaume.

Guillaume Régent de Prusse

L'année suivante, Guillaume reçut le titre de régent et prit officiellement la direction des affaires de l'état. Mais par un coup de politique bien inattendu, le régent affecta d'abord une politique libérale. Il renvoya le cabinet Manteuffel et choisi un nouveau ministère en dehors du vieux parti conservateur. Guillaume put jouir alors pour la première fois de sa vie, d'une ombre de popularité ; il ne s'en laissa pas griser et ne se sentit nullement entraîné à pousser bien loin cette expérience. En Juin 1860, il eut une entrevue avec l'Empereur Napoléon, et dans cette circonstance il entraînait à sa suite une véritable cour de petits princes allemands qu'il habituait déjà à ce rôle de satellites.

Guillaume Roi de Prusse

Le 2 Janvier 1861, le roi de Prusse mourut, Guillaume, devenu roi, continua quelque temps la comédie libérale qu'il avait commencé à jouer comme régent. Il s'attacha le parti libéral par une amnistie en faveur de tous les condamnés politiques, et flatta en même temps les instincts des patriotes en semant son manifeste royal d'insinuations belliqueuses et en imprimant une prodigieuse activité au développement et à la réorganisation de l'armée et des institutions militaires. Il s'occupa dès lors très sérieusement de la création d'une marine prussienne et entraîna la confédération germanique à développer la défense du littoral.

Le couronnement

La cérémonie eut lieu à Berlin (1861) avec une grande pompe, après une nouvelle visite faite à Compiègne à Napoléon III. Dans son discours du trône, Guillaume se déclarait roi par la volonté de Dieu seul, faisant entendre clairement au Parlement prussien quel cas il comptait faire du pouvoir que cette assemblée ne tenait que de la volonté du peuple. La guerre contre les libéraux était ainsi déclarée ; elle éclata au début de la session de 1861. La chambre des représentants répondit à la déclaration du roi, renouvelée, dans le discours d'ouverture 14 Janvier en se donnant pour président M. Hagen, chef de l'opposition. Refusant de voter le budget présenté par le gouvernement, elle y substitua un projet préparé par une commission parlementaire.

Première dissolution de la Chambre

Le ministère dut donner sa démission et un décret royal prononça immédiatement après la dissolution de la Chambre. Le nouveau ministère lui-même ne vécut que jusqu'au 17 Mars suivant, et fut remplacé par un cabinet absolutiste, présidé par le prince Hohenlohe, puis par M. de Bernstorff. Les élections eurent lieu. Dans la nouvelle chambre, l'opposition se montra plus ardente encore et plus résolue que dans celle qu'elle remplaçait. Le roi et son gouvernement durent s'exécuter d'assez mauvaise grâce il est vrai, et firent quelques concessions à l'opinion publique. On diminua quelques taxes, on signa le traité avec la France, on reconnut le royaume d'Italie on fit plus ; on intervint dans la Hesse Electorale pour imposer à l'électeur le rétablissement de la constitution de 1831, donnant cette fois un appui efficace à la révolution contre les empiètements du pouvoir souverain, Mais toutes ces concessions parurent insuffisantes à l'opposition parlementaire. Le projet de réformes militaires, si cher au roi Guillaume, fut repoussé à une forte majorité.

M. de Bismarck

Le roi appela alors à la tête du cabinet un homme non moins ferme que lui dans ses résolutions, mais plus habile dans le choix des moyens et plus souple dans la façon de les mettre en œuvre. Le succès de l'œuvre de Guillaume était désormais assuré ; il avait trouvé un grand ministre, M. de Bismarck, qui occupait alors le poste d'ambassadeur de France. Cependant toute l'habileté du nouveau chef du cabinet échoua devant le parti pris de la chambre ; le budget du gouvernement fut de nouveau rejeté et remplacé par celui de la chambre des représentants. Le roi fit alors casser cette décision par la chambre des seigneurs, déclara qu'il ferait exécuter purement et simplement le projet de budget préparé par son gouvernement et prononça la clôture de la session (Octobre 1862). Cet audacieux coup de force constituait une violation flagrante de la loi du pays et préparait la plus orageuse de toutes les sessions parlementaires.

Seconde dissolution de la Chambre

Le roi y coupa court en prononçant la dissolution (Mai 1863). Libre alors de toute entrave, le roi tua par un décret la liberté de la presse, espérant ainsi laisser à son gouvernement tout seul le soin de faire de nouvelles élections. Il fut trompé dans cette espérance et la nouvelle législature montra, dès le début, une opposition telle, que Bismarck et le roi ne trouvèrent plus qu'un moyen héroïque pour donner une dérivation à l'esprit public et empêcher peut-être une terrible révolution : la guerre fut résolue dans le conseil du roi. Elle faillit éclater d'abord entre les deux grandes puissances allemandes. Guillaume refusait de se présenter au congrès de souverains allemands convoqué et présidé à Francfort par l'empereur d'Autriche, et d'accepter les décisions de cette assemblée de princes.

La question des Duchés

Mais tout à coup ce grand orage se calma, et les deux puissances rivales s'unirent pour dénouer ensemble l'éternelle question des duchés ou plutôt pour écraser de concert un peuple faible et inoffensif, le Danemarck (1863).

Le Danemarck vaincu, restait une grave question, le partage des dépouilles. Il fut réglé dans la convention de Gastein (14 Août 1865). Mais la Prusse qui avait senti les coudes de son seul et véritable adversaire, tandis qu'il combattait à côté d'elle, la Prusse qui avait pu juger de la faiblesse réelle d'un pareil antagoniste, trouva simple et facile de tout garder. Elle occupa les duchés et refusa obstinément de s'en dessaisir. La diplomatie épouvantée intervint pour conjurer une guerre inévitable. Un projet de congrès fut préparé et presque aussitôt abandonné.

Sadowa

Les hostilités commencèrent en Juin 1866. On sait avec quelle épouvantable rapidité elles furent menées. Dans une seule bataille (Sadowa 3 Juillet 1866), l'Autriche perdit sa position en Allemagne, et ce coup, dont elle est loin de s'être relevée à rompu définitivement son unité. Le traité de Nikolsburg et celui de Prague, qui suivirent cet épouvantable désastre, excluent à tout jamais l'Autriche de la confédération germanique. Celui de Berlin créa sous le nom d'Allemagne du Nord, un véritable empire prussien, dans lequel il a fait entrer huit Etats jusqu'alors souverains.

Les annexions

Les annexions suivirent bientôt : le Hanovre la Hesse électorale, le duché de Nassau, la ville libre de Francfort arrondirent les Etats héréditaires du roi Guillaume qui compta alors 25.500,000 de sujets au lieu de 19,305,000. Puis, pour régulariser cette situation amenée par tant de violence, le roi qui avait dissous la chambre avant la guerre, fit procéder à de nouvelles élections.

Comme il l'espérait, le pays, enivré par les succès remportés, envoya à la chambre une majorité gouvernementale qui s'empressa de voter un bill d'indemnité pour les actes illégaux commis par le pouvoir depuis quatre ans. Depuis cette époque débarrassé de tout contrôle de la part des mandataires du pays le roi Guillaume put continuer sans entraves son système d'armement, se préparer à toutes les éventualités et être en mesure d'entrer avantageusement en lutte avec la France.

Bien que très amicales en apparence les relations des cabinets de Berlin et des Tuileries devinrent en effet à partir de ce moment, extrêmement tendues, et pour tout esprit clairvoyant il était évident que tôt ou tard une rupture était inévitable. Si Napoléon III avait assisté impassible à l'écrasement de l'Autriche c'est que l'habile ministre du roi Guillaume lui avait fait entrevoir la possibilité de profiter des événements pour agrandir la France du côté de la Belgique et de la Hollande, Napoléon ne tarda pas à s'apercevoir qu'il avait été berné.

L'affaire du Luxembourg

A peine, en effet, eut-il montré la velleité de négocier l'annexion du Luxembourg, que l'Allemagne fit entendre des protestations énergiques. La guerre fut sur le point d'éclater ; néanmoins comme aucun des deux grands adversaires ne se croyait suffisamment prêt, on chargea la diplomatie d'arranger l'affaire, et le Luxembourg fut déclaré territoire neutre par le traité de Londres (1867). Pendant que Napoléon III retombait dans la tranquillité Guillaume et son ministre s'empressaient de relier entre eux les Etats de l'Allemagne du Nord, d'en former un tout compacte, et d'en prendre la haute direction militaire et diplomatique. Cette même année, à l'occasion de l'exposition universelle le roi de Prusse se rendait à Paris. De retour à Berlin, Guillaume s'occupa de faire régler la situation des princes dépossédés par lui, en les dépouillant même de leur fortune personnelle, puis il laissa le principal inspirateur de ses projets ambitieux, M. de Bismarck, préparer en silence leur mise à exécution, établir l'hégémonie de la Prusse sur l'Allemagne, amener, selon le vœu de Frédéric-le-Grand, la maison de Hohenzollern à occuper le premier rang en Europe, et, pour atteindre ce but, s'allier avec la Russie et l'Italie, paralyser l'Autriche, enfin briser le grand obstacle : vaincre la France, la démembrer, la faire descendre au second rang, tel fut le profond dessein conçu par le roi Guillaume de concert avec Bismarck admirablement secondé par deux hommes éminents, le stratégiste de Moltke et l'organisateur de Roon.

Tout était prêt en Prusse, hommes et choses ; rien n'était prêt en France. Le gouvernement prussien ne l'ignorait pas. Il n'attendait qu'une occasion favorable pour engager la lutte.

La guerre de 1870

Cette occasion ce fut la candidature de Léopold de Hohenzollern au trône d'Espagne qui vint la fournir. On sait comment la candidature de ce parent du roi de Prusse fut accueillie par le gouvernement français. Bornons-nous à dire que le roi Guillaume déclara être complètement désintéressé dans l'affaire Hohenzollern. Il ajouta qu'il ne pouvait donner aucun ordre, relativement à l'acceptation du trône d'Espagne par son parent, mais que, si ce prince était disposé à y renoncer, il approuverait sa résolution. Le 11 Juillet 1870 le prince Léopold ayant renoncé à la couronne d'Espagne le conflit paraissait devoir se terminer là, lorsque Napoléon III fit demander au roi de Prusse par M. Benedetti une déclaration constatant qu'il s'associait à l'acte de renonciation et que, si le prince revenait à son projet, il interposerait son autorité et y mettrait obstacle. A cette nouvelle demande Guillaume répondit par un refus catégorique (13 Juillet), le gouvernement français, s'empressa de déclarer la guerre à la Prusse (15 Juillet), après avoir repoussé l'intervention des cabinets européens.

Le 19 Juillet, le roi de Prusse ouvrait en personne le Reichstag de la confédération de l'Allemagne du Nord et y prononçait un discours dans lequel il exposait les causes de la guerre, et dont nous citerons le passage suivant.

« Nous avons d'un regard calme et clair, mesuré la responsabilité qui, devant le jugement de Dieu et des hommes incombe à celui qui pousse à des guerres dévastatrices deux grands et paisibles peuples habitant au cœur même de l'Europe.

» Le peuple allemand et le peuple français, ces deux peuples qui jouissent, chacun au même degré, des bienfaits de la civilisation chrétienne et d'une prospérité croissante, et qui aspirent à ces bienfaits, sont appelés à une lutte plus salutaire que la lutte sanglante des armes. Mais les hommes qui gouvernent la France ont su, par une fausse politique (*Missleitung*) calculée, exploiter pour leurs passions et leurs intérêts personnels l'amour-propre (*Selbstgefühl*) légitime, mais irritable, du grand peuple qui est notre voisin ».

Moins de quinze jours après, le roi de Prusse, qui avait pris le commandement en chef de ses armées, et réuni contre nous les forces de l'Allemagne du Nord et de l'Allemagne du Sud, commençait à lancer sur la France plus d'un million de soldats. Le 6 Août, Reichshoffen était le théâtre de notre premier grand désastre. Ce souverain dont toute la politique peut se résumer en deux formules : « La force prime le droit la fin justifie les moyens » s'efforça au début de la guerre, pour attirer à lui les sympathies de l'Europe, de montrer une certaine modération. Dans une proclamation à ses soldats, datée de Hambourg, le 8 Août 1870 il disait « Nous ne faisons pas la guerre aux paisibles habitants de la France, et le premier devoir d'un soldat loyal est de respecter la propriété privée ; » Quelques jours après, il disait encore : « Je fais la guerre contre les soldats et non contre des citoyens français ; »

Mais dès le 15 Août il publiait une proclamation draconienne, par laquelle il rançonnait les populations et établissait des conseils de guerre chargés de frapper de la peine de mort les Français étrangers à l'armée qui concourraient à la défense du pays. Après la capitulation de Sedan (2 Septembre) le roi de Prusse oublia complètement qu'il avait déclaré au débat des hostilités faire la guerre non au peuple, mais au gouvernement français.

L'entrevue de Ferrières

Lorsque pour mettre un terme à l'effusion du sang, au moment même où Paris venait d'être investi le vice-Président du gouvernement de la défense nationale se rendit auprès de M de Bismarck à Ferrières (19 Septembre) afin de faire des ouvertures de paix, le ministre du roi de Prusse montra des exigences tellement inacceptables que les négociations furent aussitôt rompus qu'entamées. La capitulation de Metz, 27 Octobre, vint accroître encore l'enivrement et les prétentions du roi de Prusse. Dans une proclamation adressée à ses soldats il les félicitait des succès inouïs qu'ils avaient remportés. En même temps il créait tout exprès la dignité de feld-maréchal pour son fils Frédéric-Guillaume et pour son neveu Frédéric-Charles qui disait-il s'étaient montrés deux grands hommes de guerre.

Démarches de M. Thiers

Ce fut sur ces entrefaites que M. Thiers après avoir visité Londres, Vienne, Saint-Pétersbourg, et Florence pour attirer les sympathies des grands Etats de l'Europe, de retour en France, se rendit à Versailles devenu le quartier général du roi de Prusse, et fit de nouvelles ouvertures de paix. Le moment était peu favorable pour obtenir des conditions équitables, et l'insurrection du 31 Octobre qui éclata si malencontreusement à Paris, vint accroître encore les exigences du vainqueur. Encore une fois les négociations furent rompues, et le gouvernement décréta la guerre à outrance.

Les projets de Guillaume

Tout en continuant le siège de Paris en faisant dévaster une partie de notre territoire, en laissant de Moltke combiner ces manœuvres savantes, en quelques sortes mathématiques, destinées à amener l'écrasement des jeunes armées improvisées en province, le roi de Prusse n'eut garde de négliger ses projets de domination sur l'Allemagne. Dans les discours qu'il adressa au Parlement Allemand, lors de l'ouverture de cette assemblée (24 Novembre 1870) après avoir parlé de ses victoires de la nécessité d'écraser la France pour qu'elle ne puisse recommencer plus tard la guerre, après avoir parlé avec une hypocrite commisération de cette noble et malheureuse nation à laquelle son gouvernement ne permet pas de faire connaître sa volonté par l'organe d'une représentation munie de ses pleins pouvoirs, Guillaume 1er expose ses plans relatifs à la constitution intérieure de l'Allemagne et à l'absorption des malheureux frères du Sud qu'il s'agit d'arracher à la pression française. Déjà Bade et la Hesse ont consenti, et le discours exprime l'espoir que la Bavière et le Wurtemberg consentiront aussi, d'ici à un terme très prochain, à entrer dans le cercle de fer que la politique prussienne leur a forgé. Ces espérances ne devaient pas tarder en effet à se réaliser, et grâce à la politique habile de M. de Bismarck, l'Allemagne méridionale perdait, quelques mois plus tard, son autonomie et son indépendance. Pour répondre aux intentions du maître, la grande majorité du Parlement sanctionna l'unité de l'Allemagne et invita le roi à rétablir en sa personne la dignité impériale des anciens germains. Une députation du Reichstag, envoyé à Versailles, présenta, le 17 Décembre, à Guillaume une adresse de la chambre qui le suppliait de daigner consacrer l'œuvre de l'unification en acceptant la couronne impériale. Le roi remercia la députation mais ajourna son acceptation : Ce n'est, dit-il qu'après avoir entendu la voix unanime des princes Allemands, des villes libres, et les vœux de la nation, que je reconnaîtrai l'appui de la Providence et que j'aurai foi dans la bénédiction du ciel.

Guillaume empereur d'Allemagne

Ce fut le 18 Janvier dans le salon des glaces du château de Versailles, en présence de tous les princes allemands, que le roi Guillaume de Prusse fut solennellement proclamé par l'armée empereur d'Allemagne. Le même jour il adressait au peuple germanique une proclamation dans laquelle il disait : « Nous acceptons la dignité impériale dans la conscience du devoir que nous avons de protéger avec loyauté les droits de l'empire germanique et de ses membres, de maintenir la paix, de fortifier l'indépendance de l'Allemagne et la foi du peuple. Nous l'acceptons dans l'espoir qu'il sera donné au peuple allemand de jouir du prix de ses rudes combats et de ses sacrifices portés volontiers, et d'en jouir dans une paix durable et dans les limites qui donnent à la patrie la sécurité qui lui fait défaut depuis des siècles contre des attaques renouvelées de la France. »

Capitulation de Paris

Deux jours plus tard, la capitulation de Paris mettait un terme aux sanglants exploits du nouveau César. Implacable jusqu'au bout, il exigea, lors de la signature des préliminaires de paix à Versailles (26 Février) deux de nos provinces, et une indemnité de cinq milliards qui, dans sa pensée, devait achever notre ruine. Le 1er Mars, il alla passer au bois de Boulogne la revue des 30.000 Allemands qui étaient venus camper aux Champs-Elysées, puis il retourna en Prusse, où l'attendaient les adulations des grands corps de l'Etat, et les acclamations des masses toujours prompts à se laisser enivrer par la prétendue gloire des armes

Rentrée à Berlin

Le 16 Juin Guillaume 1er entouré de tous les princes allemands, assista à l'entrée solennelle, à Berlin, des troupes prussiennes et des députations des armées allemandes qui avaient pris part à la guerre. Depuis cette époque le gouvernement de l'empereur s'est principalement occupé de transformer en législation de l'Empire la plus grande partie de la législation de la confédération du Nord de s'emparer définitivement de la direction militaire et diplomatique des Etats de l'Allemagne, de régler les questions relatives à l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine, de combattre l'influence du parti catholique, d'expulser les Jésuites, de s'emparer du chemin de fer du Luxembourg, de régler avec la France les époques du payement de l'indemnité de guerre et de l'évacuation du territoire, de créer un trésor de guerre de l'Empire etc. Au mois d'Août 1871 l'Empereur Guillaume eut, à Gastein, avec l'Empereur d'Autriche une entrevue qui eut un grand retentissement dans le monde diplomatique, et qui paraît avoir abouti à une entente des deux souverains pour le maintien de la paix, contre la France. L'année suivante, Guillaume 1er invita l'empereur de Russie et l'empereur d'Autriche à venir le visiter à Berlin, où il donna à leur honneur, du 5 au 10 Septembre 1872, des fêtes militaires d'un grand éclat, auxquelles assistèrent presque tous les princes allemands inféodés. La réunion des trois grands potentats a donné lieu à de nombreux commentaires, bien que rien n'ait transpiré de leurs entretiens. Nous croyons, pour notre part, que la Correspondance provinciale de Berlin était à peu près dans le vrai, lorsqu'elle disait en substance : « Il faut voir dans la visite des souverains d'Autriche et de Russie, la preuve non équivoque que les deux grands empires voisins ont accepté sans réserve le nouvel état de choses, issu du champ de bataille de Sedan et des autres victoires allemandes. Le bon accord entre l'Allemagne, l'Autriche et la Russie ne doit pas servir à d'autre fin que de sauvegarder la situation politique de l'Europe « telle qu'elle est actuellement réglée. »

L'empereur Guillaume a créé, en 1872, l'ordre de Frédéric le Grand, dont le grand maître est le souverain lui-même. Cet ordre ne comprend que six commandeurs et 24 chevaliers. Nul ne pourra être chevalier de l'ordre s'il n'a commandé une armée d'au moins 25.000 hommes.

Le mariage de Guillaume

Le roi Guillaume a épousé, le 11 Juin 1829, la princesse Augusta, née le 30 Septembre 1811 fille du grand-duc de Saxe-Weimar. Il en a eu deux enfants. 1° Frédéric-Guillaume, prince royal né le 18 Octobre 1831, qui a épousé en Janvier 1858 la princesse Victoria, fille de la reine d'Angleterre alors âgée de dix-huit ans, et qui a eu cinq enfants : 2° la princesse Louise, née le 3 Décembre 1838, et qui a été mariée le 20 Septembre 1856 au grand-duc de Bade, Frédéric-Guillaume.

Guillaume en Russie

Au mois d'avril 1873, Guillaume se rendit à St-Pétersbourg, auprès de son neveu l'empereur Alexandre II, qui lui fit une réception magnifique. Les sujets allemands établis à Saint-Pétersbourg lui ayant remis une adresse, l'empereur Guillaume leur répondit par un discours dans lequel, après avoir rappelé les grandes transformations accomplies en Allemagne, à la suite de la dernière œuvre, il ajouta : « La Providence a couronné de succès notre juste cause et elle réalisera notre espoir de voir les destinées de l'Allemagne se maintenir à leur hauteur actuelle et de se développer en paix pour la prospérité du pays. L'unité est un fait accompli, et elle portera d'année en année des fruits toujours plus beaux. Un tel empire placé au centre de l'Europe est une garantie de la paix. » Le 2 septembre suivant, il présida à l'inauguration de la colonne triomphale à Berlin en commémoration des victoires remportées.

Guillaume et François-Joseph

Au mois d'octobre suivant, l'Empereur Guillaume alla rendre visite à l'empereur François-Joseph, à Vienne. En juillet 1874 il eut une nouvelle entrevue avec le même souverain à Ischl; puis, au mois de septembre il alla visiter Hanovre et Kiel. Dans une allocution qu'il adressa, au commencement de 1875, au président du synode de la province de Brandebourg, l'empereur d'Allemagne se prononça contre ceux qui attaquent la divinité de Jésus-Christ.

Les bruits de guerre en 1875

Peu après le bruit courut que l'Allemagne alarmée de l'augmentation considérable de l'armée, se préparait à déclarer la guerre à la France. Les journaux officieux de l'empire répandirent à ce sujet les bruits les plus alarmants. Le 10 mai, l'empereur Alexandre se rendit à Berlin, s'entremit auprès de l'empereur Guillaume pour le maintien de la paix, et, trois jours plus tard, le prince Gortschakoff adressa aux agents russes à l'étranger une circulaire dans laquelle il annonça que le czar quittait Berlin, emportant l'assurance que le gouvernement de Berlin ne sortirait pas de son attitude pacifique.

Guillaume à Milan

Au mois d'octobre l'empereur Guillaume se rendit à Milan pour rendre visite au roi d'Italie, Victor-Emmanuel. L'entrevue des deux souverains rapprochés par des idées d'ambition commune fut extrêmement cordiale (18-23 octobre). Lors de la présentation des grands dignitaires de l'Etat l'empereur Guillaume remercia l'Italie de l'accueil chaleureux qui lui était fait et ajouta : « Deux pays qui sont arrivés ensemble à l'unité doivent toujours rester unis. — Oui, oui, dit Victor-Emmanuel, nous sommes et resterons toujours, bons amis. Oui, répliqua l'empereur, en lui serrant fortement la main, nous le serons toujours, toujours, toujours. »

Guillaume à Ems

Au mois de mai 1876, l'Empereur Guillaume reçut à Berlin la visite de l'empereur Alexandre, avec lequel il se rencontra le mois suivant à Ems. Dans leurs entrevues les deux souverains posèrent les bases d'une entente relativement à la question d'Orient qui prenait un caractère menaçant.

La guerre russo-turque

Dans son discours du trône, au mois de novembre suivant, l'empereur d'Allemagne affirma son intention de conserver les bonnes relations avec toutes les puissances, et en particulier avec celles qui se rattachent de plus près à l'Allemagne par le voisinage et par l'histoire. Il consentit en décembre à envoyer un ministre plénipotentiaire à Constantinople pour prendre part à la conférence qui eut lieu dans cette ville au mois de janvier 1877, dans le but d'empêcher la guerre d'éclater entre la Russie et la Turquie. Après l'avortement de la conférence et la déclaration de guerre faite par l'empereur Alexandre à la Porte Ottomane, l'empereur Guillaume se prononça pour la neutralité, mais pour une neutralité bienveillante pour la Russie.

Guillaume en Alsace-Lorraine

Au mois de mai 1877, il visita l'Alsace-Lorraine séjourna à Strasbourg, puis se rendit à Metz, où il parcourut les champs de bataille de Gravelotte et de Saint-Privat.

***

Depuis lors, la santé du vieux souverain avait donné maintes fois des inquiétudes à son entourage. Il se désintéressait de plus en plus des affaires publiques et ne faisait plus que de la représentation. Il tenait — coquetterie de vieillard — à paraître aux fêtes, aux revues, mais son rôle actif était absolument terminé.

UNE SOLIDARITÉ COMPROMETTANTE

Comment les Français ne seraient-ils pas las des sottises criminelles, des hontes dont la majorité parlementaire les abreuve ?

Peut-on croire que les citoyens ignorent à quel degré d'abaissement la gauche a fait descendre le pays ?

Ce sont les Républicains eux-mêmes qui, pour se disculper d'une solidarité compromettante, se chargent d'enregistrer chaque jour les turpitudes de nos gouvernants.

C'est la *République française*, qui nous montre que la Majorité, la commission du budget, dont elle émane et le gouvernement ont placé le pays, à propos du vote du budget, dans la plus critique des situations.

M. Roche établit qu'à moins de faire « un acte de démence », la Chambre ne peut voter le budget avant le mois de juin. Or, dit-il. « dans la période critique de l'année, à cette » époque où l'Europe, depuis trois ans, est » de plus en plus troublée par des évènements » imprévus, dont chacun risque de déchainer » les plus effroyables catastrophes de l'his- » toire, *la France sera SANS BUDGET ;* » *SON CRÉDIT SERA SUSPENDU !* »

Il conclut :

« En vérité, CEUX QUI EXPOSENT LA NA- » TION ET LA RÉPUBLIQUE à de telles aventu- » res peuvent n'en point avoir conscience, s'ima- » giner qu'ils jouent le rôle de grands réforma- » teurs ; leur aveuglement peut les excuser : ils » n'en *portent pas moins aux intérêts de leur* » *PAYS les coups les plus funestes* et ne lui font » pas moins COURIR LES PLUS REDOUTABLES » PÉRILS. »

Si des opportunistes on passe aux radicaux on n'est pas plus rassuré sur la situation. C'est le *Radical* qui s'exprime ainsi :

« On est dégoûté du régime parlementaire ; et voilà, dit-on, pourquoi ces choses se passent. Eh ! nous le savons bien ; mais ces choses n'en valent pas mieux pour cela. Que les modérés se convertissent, et rien de tout ce que nous craignons n'arrivera. Je le veux ; mais, si les modérés s'obstinent à ne pas se convertir, faudra-t-il donc que nous acceptions ce que nous craignons ?

» Les Français ne sont que trop enclins, par leur nature enthousiaste, à remplacer une idée par un nom. C'est contre cette *tendance* qu'il faut réagir : et, lorsque l'on constate son retour, *toute autre lutte devrait cesser.* Il est étrange que les leçons du passé ne soient jamais d'aucune utilité pour le présent, et que, cent fois passant par la même route, nous retombions dans la même ornière.

» Ne ressemblons-nous pas à ces joueurs qui, après chaque perte, jurent de renoncer au jeu, et que l'on voit un instant après reparaître avec une nouvelle martingale? « Oh! cette fois, disent-ils, ce n'est pas comme l'autre. » Combien de parties *nous faudra-t-il perdre avant de devenir sages !*

Les Clémencistes ne se montrent pas moins sévères, ou sincères, comme on voudra, et M. Pelletan confesse les fautes du régime qu'il a tant contribué à nous donner en 1885 :

« Le mal est *plus profond* : il ne tient pas au général Boulanger : il *tient aux fautes commises.*

On a prêché à ce pays le *dégoût du Parlement.*

» Qui le lui a prêché ?

» Le *Parlement.*

» On a prêché à ce pays le *doute* à l'égard de *toutes les idées un peu hautes et de toutes les convictions.*

» Qui le lui a prêché ?

» Les hommes qui incarnaient ces idées, qui en avaient promis la réalisation.

» On a rendu le régime de discussion stérile.

» Qui cela ?

» Ceux-là mêmes qui avaient été portés au pouvoir, comme des représentants de ce régime.

» On a *patauqé dans les intrigues*, dans la *médiocrité*, dans l'*inertie*, quelquefois *dans la boue* : le pays qui veut vivre encore, et qui ne se sent pas écœuré comme ceux qui lui ont manqué de parole, a vu passer un cheval noir et un plumet tricolore ; il a pensé à l'idée de la patrie française déjà mutilée et encore menacée... Il y avait dix ans qu'il patientait... *Les plus impatients ont crié :*

« Vive Boulanger ! »

Voilà ce qu'on avoue. Or, des élections partielles ou générales se présentent-elles, ce sont ces mêmes moralistes, ces mêmes justiciers qui disent aux électeurs : N'ayez pas égard aux fautes passées, aux crimes commis contre la Patrie, contre l'honneur de la France ; votez avec ensemble pour ceux qui ont ruiné le crédit et fait courir les plus redoutables périls à la Nation !

Oui, que demain les urnes soient dressées et l'on verra M. Jules Roche, M. Pelletan, M. Maret s'unir, se donner la main, dodelinant de la tête, parcourir les campagnes pour engager tous les électeurs à confondre leurs bulletins dans un vote de concentration afin d'empêcher l'Opposition de triompher.

Vous cherchez modérés républicains, la vraie cause de notre décadence et de notre ruine.

Elle est dans cette solidarité des « fautes commises » et dans l'oubli réciproque, à l'heure des comptes à rendre, des crimes perpétrés contre la Nation.

Elle est dans l'esprit de parti qui domine trop de Républicains et leur fait préférer cent fois le maintien d'une majorité comme nous en avons une à une majorité qui assurerait la grandeur du pays, l'ordre et la paix partout.

UNE SINISTRE STATISTIQUE

Le journal polonais *Kurger Lwowski* fait le calcul suivant de l'augmentation des frais pour l'armement en Europe de 1856 à 1884.

Voici ce qu'ont dépensé les diverses nations de l'Europe pour l'armée et la marine :

	1856	1884	Augment.
Allemagne....	249.976.000	599.576.830	349.600.000
Angleterre....	494.350.500	875.281.375	380.930.875
France.....	478.698.729	880.127.055	401.458.336
Autriche.....	246.875.000	294.740.161	47.365.161
Russie.	389.580.000	921.810.176	532.230.176
Italie.....	132.477.551	261.749.546	129 274.865
Espagne.....	154.132.505	168.704.735	14.572.230
Portugal	22.757.852	36.595.736	13.827.844
Suède et Norv.	16.636.620	31.757 688	15.122.068
Belgique.....	37 545 287	44.331.020	6.785 813
Hollande.....	23.963.180	66.426.474	42.453.285
Danemarck...	16.362.500	22.725.000	6.632.500
Grèce.....	6.404.088	24.494 297	18.030.299
Turquie.....	154.782.897	288.709.000	133.017.203
Balkans.....	1.550 000	47.925.000	46.375.000
Suisse	8.875.000	14.766.297	5.991.297

Les dépenses pour l'armée et la flotte en Europe, qui, en 1856, furent de deux milliards 379.035.857 fr., montèrent en 1884 à 4,579.781 329 francs, c'est-à-dire augmentèrent de 2,199,845.572 rancs.

Les dettes sont naturellement augmenté dans la même proportion.

Le total des dettes européennes présentait en 1884 le chiffre de 110 milliards 745.737.573 fr., augmentation sur 1856 de 55.883.047.770 fr.

Voilà ce que coûte à l'Europe la paix armée, et, chaque année, les dépenses augmentent.

On a calculé que, si toutes les forces de France combattaient contre toutes les forces allemandes, une guerre aujourd'hui représenterait le carnage suivant :

Tués..... 249.000 hommes
Blessés..... 1.162.000 —

La dépense en argent pour les deux peuples serait alors d'environ *trente-deux milliards.*

En admettant qu'il y ait quelque exagération dans ces calculs, on reste effrayé de ce que peut être la réalité.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

(De nos correspondants particuliers et par FIL SPÉCIAL)

Séances du jeudi 8 mars.

Présidence de M. FLOQUET, président

SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI

La séance est ouverte à deux heures.

Le budget des Beaux-Arts

La Chambre reprend la discussion du budget des Beaux-Arts.

M. A. Proust demande le relèvement du crédit sur le chapitre 24, relatif aux musées nationaux. Il s'agit d'une somme de 10.000 fr. pour la mission de M. Fourzée qui a été envoyé à Bagdad pour prendre les moulages des monuments antiques qu'on n'a pu faire transporter.

M. le rapporteur. — *Je demande le renvoi du chapitre à la commission.*

Les chapitres 25 à 46 sont adoptés.

Le budget des Travaux publics

La Chambre reprend ensuite la discussion du budget du ministère des travaux publics.

M. Peytral. — Les chapitres 3 et 6 avaient été réservés pour l'examen de l'amendement Wickersheimer. La commission maintient ses chiffres pour ces deux articles.

En ce qui concerne les articles 9 et 41, relatifs aux employés secondaires des ponts et chaussées, je propose une augmentation de 55.000 fr. à répartir entre les agents les plus dignes d'intérêt.

Pour l'année présente, il n'y a que 27.500 fr. à voter, puisque l'augmentation ne s'appliquera qu'à un semestre.

Par contre on pourrait faire une réduction de 20.000 francs sur le chapitre 15.

M. Wickersheimer. — Je retire mon amendement et demande au ministre des travaux publics d'étudier pour l'année prochaine la réduction des chapitres 3 et 6.

M. le Ministre des travaux publics accepte sur le chapitre 3 la réduction de 15.000 francs qui en abaissera le chiffre à 3.885.000 francs, mais il n'accepte pas le chiffre de 3 850.000 francs proposé par la Commission.

Le chapitre 3 (chiffre du Gouvernement), est adopté ainsi que le chapitre 6.

M. le président. — MM. Brousse et Morel avaient proposé un amendement sur le personnel des employés secondaires des ponts et chaussées. Cet amendement tendait à élever le chiffre à 1,935,760 fr. La commission propose celui de 1,796.750 fr.

M. le ministre des travaux publics. — Le gouvernement accepte ce dernier chiffre.

M. Morel (Nord). — Je demande la parole.

M. le président. — Vous avez la parole.

M. Morel (Nord). — Messieurs. Je comprends et je partage l'impatience de la Chambre de voir se terminer la discussion du budget; je serai donc très bref.

Du reste, l'honorable M. Brousse, dans un discours qui vous a frappés, a développé avec son talent et avec son cœur tous les arguments qui militent en faveur de notre amendement. L'accueil qu'il a reçu, Messieurs, indique suffisamment que notre cause est gagnée.

La Chambre, en effet, a toujours tenu à témoigner son intérêt aux humbles et aux petits, (très-bien !), elle prendra donc, j'en suis sûr, en considération l'amendement que nous avons eu l'honneur de déposer et que nous maintenons.

L'honorable président de la commission du budget est venu déclarer à la Chambre qu'il ne pouvait rester insensible aux légitimes doléances